

PESTEL

Côte d'Ivoire

P

POLITIQUE

- La Côte d'Ivoire doit constamment faire face à des tensions ethniques et politiques qui menacent sa stabilité.

T

TECHNOLOGIE

- Le gouvernement a adopté une stratégie nationale de développement du numérique à l'horizon 2025. Ce Plan va amener le Gouvernement à engager 32 réformes et réaliser 96 projets sur la période 2021-2025 pour un investissement de 2 000 milliards francs CFA.
- Lancement de la 5G en octobre 2022.
- Le taux de pénétration d'Internet était d'environ 76% au troisième trimestre 2021.

E

ECONOMIE

- La Côte d'Ivoire possède l'une des économies les plus abouties parmi les pays d'Afrique de l'Ouest.
- Cette croissance est le fruit d'une agro-industrie en pleine expansion, d'infrastructures modernes, d'une place financière importante en Afrique de l'Ouest, d'une main-d'œuvre qualifiée, d'une situation géographique privilégiée, d'un marché intérieur dynamique, d'un environnement institutionnel favorable aux affaires ainsi que d'une protection de l'investissement privé.
- Le gouvernement est résolu à tourner la page de ces luttes politiques par une réconciliation nationale articulée autour d'un dialogue entre les fils de la Côte d'Ivoire d'une part, et un renouvellement

E

ENVIRONNEMENTAL

- La Côte d'Ivoire opte pour une Stratégie Nationale d'Apprentissage sur les Changements Climatiques.

S

SOCIOLOGIQUE

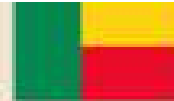
- le pays reste marqué par la persistance de disparités socio-économiques et géographiques majeures.

L

LEGAL

- Renforcement de l'action de l'Autorité de régulation des télécommunications/TIC de Côte d'Ivoire (ARTCI). Des instructions ont été données par le gouvernement afin que d'ici la fin de l'année 2022, l'ARTCI prenne des dispositions avec l'implication des différents opérateurs pour l'amélioration de la qualité de service des acteurs du secteur des télécommunications.
- Ce pays possède une politique fiscale attrayante surtout pour les investisseurs étrangers.

PESTEL Bénin



P

POLITIQUE

- Lacunes en matière de gouvernance : corruption, état de droit, réglementation

E

ECONOMIE

- Forte pauvreté
- Faible rentabilité des banques, faibles recettes publiques
- Potentiel élevé de croissance, faible inflation
- Important soutien financier international (APD, PPE, IADAM)
- Les moteurs de la croissance ont été les services et surtout l'agriculture, l'investissement privé a aussi pris de l'élan
- L'économie est dépendante d'exportations de produits agricoles non-transformés (coton, noix de cajou) et de la réexportation de biens et produits de base importés (voitures d'occasion, etc.) vers le Nigeria.
- Pres de 85 % de la main-d'œuvre travaille dans l'économie informelle

S

SOCIOLOGIQUE

- Le second mandat du président Talon pourrait donc se traduire par une hausse du mécontentement public et des troubles sociaux. Cependant, les scores sociaux prévisibles lors du second mandat du Président, telles que l'investissement dans l'éducation et la santé, pourraient atténuer des tensions.
- En 2021, le taux de pauvreté nationale était à 36,5 % avec un taux de chômage de 2,4 % mais un niveau de sous-emploi à 12 % et 90,1 % d'actifs dans l'économie informelle.
- Concernant l'éducation, en 2018-2019, seuls 34,8 % des élèves avaient pu achever le cycle de l'enseignement primaire. Sur le plan de la santé, 32,2 % des enfants souffrent de malnutrition chronique et 11% pour la forme sévère.

T

TECHNOLOGIE

- Le gouvernement a lancé une étude permettant de faire d'internet un moteur du développement
- Taux de pénétration d'internet avoisine les 38% en 2021

E

ENVIRONNEMENTAL

- Le Bénin, à l'instar des autres Pays les Moins Avancés (PMA), est particulièrement vulnérable et exposé aux impacts de la dégradation de l'environnement, comme la dégradation des terres et le changement climatique. Il faut de plain fouet les conséquences de la dégradation des terres qui se traduit par une régression rapide du couvert végétal et une baisse significative des rendements agricoles.

L

LEGAL

- Tout comme la Côte d'Ivoire, le Togo et le Niger, le Bénin est membre de l'espace OHADA. Un espace qui réunit plus 17 pays ayant le même Droit des affaires. Ce qui facilite les échanges et l'exercice des activités relevant du Droit des affaires dans ces pays.

PESTEL Togo



P

POLITIQUE

- Fortes tensions sociopolitiques
- Le Togo maintient ses progrès en matière de Politiques Publiques, selon la Banque mondiale

T

TECHNOLOGIE

- le Togo exécute un plan de développement numérique pour garantir à tous un accès à internet haut débit et venir à bout de la fracture numérique
- taux de pénétration internet d'environ 26% en janvier 2022

E

ECONOMIE

- Maximalisme relatif du secteur public, l'aux de dépenses publiques élevé (surpassant dans les banques publiques)
- L'investissement direct étranger est en baisse (lié à l'insécurité du pays) du fait de l'instabilité politique
- Forte baisse du chômage et de pauvreté (62,2 % de la population en situation de pauvreté absolue en 2020) selon la Banque mondiale
- Renforcement institutionnel en cours (finances publiques, système bancaire, agriculture, secteurs des pharmacies et du commerce)
- OTE de l'ouest est en eau profonde d'Afrique de l'Ouest pour les services, notamment pour devenir un hub régional

E

ENVIRONNEMENTAL

- le secteur agricole 40% du PIB restera vulnérable aux intempéries
- deux Togoais sur trois (68%) pensent que la sécheresse dans leur région est devenue « quelque peu » ou « beaucoup » plus grave

S

SOCIOLOGIQUE

- Risque de troubles sociaux reste élevé

L

LEGAL

- l'amélioration du cadre réglementaire du secteur du numérique est l'un des chantiers auquel le gouvernement s'attèle à travers son ministère de tutelle. Dans cette dynamique, plusieurs lois dans le secteur des TIC ont été mises à niveau et complétées.

PESTEL Niger



P

POLITIQUE

- Cambiement de parti au pouvoir, Mohamed Bazoum élu élu à la présidence lors des élections de décembre 2020 et février 2021. C'est la première à succéder de façon démocratique à son prédécesseur.

E

ECONOMIE

- Le Niger a une économie peu diversifiée, dépendante de l'agriculture pour 40 % de son PIB.
- Une combinaison de chocs et de crises sanitaires, climatique et sécuritaire a entravé la croissance de l'économie nigérienne qui, après avoir progressé de 9,8 % en 2019, a régressé à 3,8 % en 2020 et est repassée sous la barre des 1,0 % en 2021, soit une détérioration importante par rapport à la projection initiale de 5,0 %.
- Les pressions inflationnistes ont persisté en 2021 avec la hausse des prix des produits alimentaires, notamment des céréales, causées par la baisse de la production locale et des rendements en raison de déficits pluviométriques de plus de 78 %, ainsi que de l'insécurité et de la suspension des exportations céréalières par les pays voisins.

S

SOCIOLOGIQUE

- Le niveau d'extrême pauvreté, s'élevant à 41,8 % en 2021, touche plus de 10 millions de personnes.

T

TECHNOLOGIE

- Le gouvernement a lancé une étude permettant de faire d'internet un moteur du développement.
- Taux de pénétration d'internet avoisine les 30% en 2021.

L

LEGAL

- Le Niger a ratifié la convention de l'Union africaine sur la cybersécurité et la protection des données personnelles.

E

ENVIRONNEMENTAL

- La menace persistante de l'ensablement des cours d'eau au Niger est un enjeu majeur face à l'urgence climatique.